

INFORMATION EAUX

CAHIER
DÉTACHABLE
RÉFÉRENCES
SCIENTIFIQUES
ET JURIDIQUES

www.oieau.org
"Le monde de l'eau sur Internet"

**Participez au Débat National
sur la Politique de l'Eau !**

**Districts Hydrographiques :
Etats des lieux du Rhin et de la Meuse**

**Rapport sur les Crues 2002
dans le Sud-Est**

**Cercle Français de l'Eau :
Quel financement pour la Politique de l'Eau**

**Mairie de Paris :
Grand Forum sur l'Eau en Novembre**

Synthèses 2003 ENGREF / OIEau

**Un Séminaire
pour les Animateurs de SAGE**



Office
International
de l'Eau

2003
Pollutec

2 - 5 Déc. 2003 - Paris-Nord Villepinte

Dès le mois prochain,
découvrez la Nouvelle Formule de
"INFORMATION EAUX"

SOMMAIRE

Nouvelles des Agences de l'Eau

- Adour-Garonne 2
- Artois-Picardie 2
- Loire-Bretagne 3
- Rhin-Meuse 4
- Rhône-Méditerranée-Corse 5
- Seine-Normandie 6

Actualités

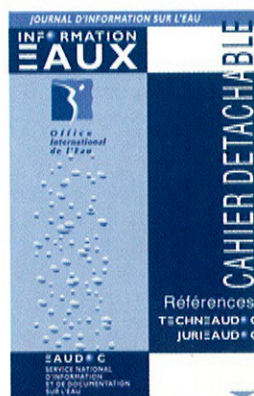
- Françaises 8
- Vie des Sociétés 14
- Autour du Monde 16
- Librairie 18
- Lu dans la Presse 19
- RIOB 20

Nouvelles de l'Office International de l'Eau 21

Agenda des Evénements 24

Visitez aussi
notre site internet :
<http://www.oieau.org>

1.000.000
de visiteurs
en
2002 !



Cahier Détachable

Documents sélectionnés et analysés
Références récentes de JURIEAUDOC

Revue mensuelle - 11 numéros/an

Directeur de la publication : C. RUNEL
Rédactrice en Chef : C. JUERY
Rédacteur : D. DELAGE
Maquette : N. CHAILLOU / F. RANSONNETTE
Abonnements : N. CHAILLOU

Abonnement 1 an
France : 430,56 Euro TTC
Etranger : 360,00 Euro

Office International de l'Eau

Service National d'Information
et de Documentation sur l'Eau
15, rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. : +33 (0) 5 55 11 47 47
Fax : +33 (0) 5 55 11 47 48
E-Mail : snide@oieau.fr

Numéro Paritaire
ISSN

AD 234
0012-9003 - 49^{ème} année



Office
International
de l'Eau



LES CAHIERS TECHNIQUES

DES GUIDES TECHNIQUES PRATIQUES ET PEDAGOGIQUES
A L'USAGE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- | | | |
|--|---|---|
| 1 LES POMPES CENTRIFUGES | 7 RESEAUX D'ASSAINISSEMENT | 14 L'EAU D'ALIMENTATION DES GENERATEURS DE VAPEUR |
| 2 RECHERCHE ET DETECTION DES FUITES | 8 NITRIFICATION DENITRIFICATION DEPHOSPHATATION | 15 LES POMPES |
| 3 REACTIFS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE | 9 L'OZONATION DES EAUX | 16 LE DIOXYDE DE CHLORE |
| 4 INSTRUMENTS DE MESURE | 10 LA CHLORATION DES EAUX | 17 LA SURPRESSION |
| 5 LE COMPTAGE | 11 LA TELEGESTION DES RESEAUX | 18 LE POMPAGE DES EAUX USEES |
| 6 LA ROBINETTERIE | 12 POSE DES CANALISATIONS | 19 QU'EST-CE QUE L'EPURATION ? |



Pour commander

Office International de l'Eau - SNIDE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - eaudoc@oieau.fr

CONSULTATION DES ACTEURS DE L'EAU : Participez au Débat National sur la politique de l'Eau !

Face aux enjeux mondiaux qui alimentent les discussions pendant cette Année Internationale de l'Eau et afin de répondre aux objectifs de la Directive-Cadre sur l'Eau, la Ministre de l'Écologie et du Développement Durable a organisé un large débat national sur la réforme de la politique française de l'eau. Lancé au début de l'année 2003, ce débat entre désormais dans sa dernière phase : celle de la consultation du public.

C'est dans ce cadre que du **18 septembre au 24 octobre prochain**, le grand public est invité à formuler ses inquiétudes et ses attentes dans le domaine de l'eau en répondant à un questionnaire électronique accessible depuis le site internet du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable :

<http://www.environnement.gouv.fr>

Une version papier de ce questionnaire sera également diffusée par les Agences de l'Eau aux acteurs de l'eau de leurs bassins respectifs, la réponse est alors à renvoyer à l'adresse ci-dessous.

Ce questionnaire conduit l'utilisateur à s'interroger sur le rapport qu'il entretient avec l'eau comme ressource et comme milieu naturel : quelle perception a-t-il des perturbations affectant l'eau ? quelles sont ses préoccupations vis-à-vis de l'eau et de sa qualité ? comment se situe-t-il par rapport à sa consommation d'eau ? que pense-t-il du prix de l'eau ? .

Pour Mme. BACHELOT, Ministre de l'Écologie et du Développement Durable, la contribution du public à ce débat est essentielle car elle permettra d'enrichir la ré-

flexion dans la perspective de la construction d'une politique française de l'eau renouvelée et d'un plan d'action partagé par le plus grand nombre d'acteurs.

A l'issue de cette consultation, l'**Office International de l'Eau est chargé, par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, d'élaborer une synthèse globale des réponses reçues du public.**

Afin de recueillir de la façon la plus diversifiée possible l'avis du public de nombreuses autres actions seront réalisées en parallèle à cette enquête (un sondage national, des réunions de groupes d'utilisateurs, une conférence de citoyens).

La synthèse générale des diverses consultations menées dans le cadre du débat national sur la réforme de la politique de l'eau sera réalisée au cours du Colloque National de restitution qui se tiendra, au CNIT-La Défense, le mardi 16 décembre 2003.

Pour remplir ce questionnaire vous pouvez vous connecter au site du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable :

<http://www.environnement.gouv.fr>

ou en retournant la version papier par la poste à :

**Keops Info Center
Office International de l'Eau
Consultation Nationale sur l'Eau
BP 1545
87021 Limoges Cedex 9**

"INFORMATION EAUX", NOUVELLE FORMULE

Afin de mieux répondre à vos attentes et dans un souci de pertinence accrue, notre revue "Information Eaux" fait peau neuve. Les informations y seront traitées de façon plus synthétique et nous aurons à coeur d'indiquer les liens vous permettant d'en savoir plus sur notre site Internet.

L'objectif est d'accéder plus rapidement à l'information et d'obtenir des compléments si souhaité.

A compter du prochain numéro de SEPTEMBRE 2003, "Information Eaux" sera composé de 2 volets :

➔ **Une revue papier mensuelle dans laquelle vous retrouverez :**

- les actualités des Agences de l'Eau, des Ministères et autres actualités françaises et internationales,
- les actualités documentaires notables en France et à l'étranger via la librairie, les études en cours, les projets de norme...
- les nouvelles réglementations,
- le Réseau International des Organismes de Bassin,
- les nouvelles de l'**Office International de l'eau**,
- l'agenda des événements que vous retrouvez plus largement sur notre site web : <http://eaudoc.oieau.fr>

Et nouveauté,

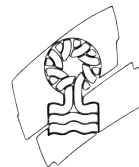
- une sélection des dernières références intégrées dans nos bases sous une nouvelle présentation avec un point particulier éclairant une thématique forte de ce mois,
- la présentation du **DOSSIER DU MOIS** mis en ligne sur notre site.

L'ensemble de ces articles seront comme précédemment également disponibles sous format pdf sur notre site Internet pour les abonnés Eaudoc Executive et Eaudoc Premier.

➔ **Une parution électronique mensuelle qui sera envoyée par mail aux abonnés Eaudoc Premier** (merci de penser à nous communiquer vos adresses mail). En remplacement du bulletin détachable, elle présentera une sélection des dernières références intégrées dans Eaudoc regroupées par thème et commentées. Dans un souci de fraîcheur de l'information, cette lettre sera intercalée entre deux numéros de la revue "Information Eaux" ce qui permettra une information sur les dernières références Eaudoc à un rythme bimensuel via la revue papier et la lettre électronique.

RENDEZ-VOUS AU PROCHAIN NUMÉRO POUR DÉCOUVRIR CETTE NOUVELLE PRÉSENTATION.

ADOUR-GARONNE



VINCENT FREY, NOUVEAU DIRECTEUR DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Par arrêté du 24 juillet 2003, **Vincent Frey** est nommé Directeur de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne à compter du 1er août 2003.

Ingénieur agronome, Ingénieur Général du Génie Rural, des Eaux et Forêts (ENGREF 1975), **Vincent Frey** occupait depuis août 1999 le poste de Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt en Languedoc Roussillon.

Il remplace **Jean-Pierre Poly**, qui dirigeait l'Agence de l'Eau Adour-Garonne depuis 1995 et qui vient de prendre la direction de l'**Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage**.

L'AGENCE PUBLIE SON BILAN D'ACTIVITÉ 2002

L'Agence de l'Eau s'organise pour atteindre, en 2015, la "bonne qualité écologique des eaux" prévue par la Directive-Cadre sur l'Eau.

Au cours de l'année 2002, l'Agence de l'Eau a poursuivi son action dans quatre directions principales :

- la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques,
- l'aide aux collectivités territoriales dans le traitement des eaux usées et la distribution d'eau potable,
- une collaboration toujours plus étroite avec les industriels pour réduire les pollutions,

- l'amélioration de la gestion de l'eau en agriculture.
- Une plaquette d'information présente les efforts engagés et les résultats obtenus au cours de cette période par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
90, rue du Férétra - 31078 TOULOUSE CEDEX
Tél. : 05 61 36 37 38 - Fax : 05 61 36 37 28
www.eau-adour-garonne.fr

ARTOIS-PICARDIE



2 MILLIONS D'EUROS : UN INVESTISSEMENT EXCEPTIONNEL POUR LA PRÉVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS

Au printemps 2001, la vallée de la Somme a été fortement touchée par des inondations exceptionnelles dues à des niveaux jamais atteints dans la nappe de la craie et à des cumuls pluviométriques jamais enregistrés jusqu'alors.

Suite à ces événements, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'est fortement engagée à développer la surveillance des inondations et des crues en finançant la création de stations de mesures de débit des cours d'eau (17 sont prévus dont 5 sur la Somme) et de stations de mesures des niveaux des nappes (20 piézomètres doivent être installés dont 7 dans la Somme).

L'enveloppe budgétaire consacrée par l'Agence à cette action s'élève à 2 millions d'euros.

- Pour voir le communiqué de presse :
<http://www.eau-artois-picardie.fr/infopresse/communiquelinondations/communiquelinondations.htm>
- pour voir la carte des stations débimétriques et piézométriques :
<http://www.eau-artois-picardie.fr/infopresse/communiquelinondations/cartepiezo.pdf>

LES NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE

Le nouveau décret eau potable 2001-1220 du 20 décembre 2001 (remplaçant le décret 89-3 du 3 janvier 1989) a introduit d'importantes évolutions

Le 3 juin dernier, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a organisé une conférence professionnelle qui a permis de rappeler les points forts de ce décret, les techniques de traitement permettant de satisfaire aux contraintes

réglementaires de ce texte, les aspects microbiologiques de l'eau potable.

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200 rue Marceline - B. 818 - 59508 DOUAI
Tél : 03 27 99 90 00 - Fax : 03 27 99 90 15
www.eau-artois-picardie.fr

L'AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'ÉPURATION ET LA COMMUNICATION DES DONNÉES

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a organisé, du 23 au 25 septembre 2003, à Vichy, des **jours techniques d'information** destinées aux personnels des "Services d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration" (SATESE) des départements du bassin Loire-Bretagne.

Cette réunion a permis de faire le bilan de l'autosurveillance des stations d'épuration sur le bassin, de consolider les données fournies, prendre en considération les cas particuliers, étudier le cas des petites communes,

échanger les résultats acquis selon un format unique entre les différents services (Ministère, Services de Police de l'Eau, Conseils Généraux et Agence de l'Eau), ainsi que des présentations :

- du contenu et des échéances de la Directive-Cadre sur l'Eau,
- des orientations du 8^{ème} Programme de l'Agence,
- de l'état de conformité des agglomérations du bassin concernées par l'arrêté de 1994.

260 M€ DISTRIBUÉS EN 2002

L'année 2002 a été particulièrement marquée par l'élaboration du 8^{ème} programme d'actions pour les années 2003-2006 et par l'organisation concrète des travaux pour préparer la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau.

En 2002, l'Agence de l'Eau aura mobilisé près de 260 millions d'euros pour aider les collectivités et les usagers à mieux gérer notre patrimoine eau et prélevé pour cela

238 millions d'euros de redevances, au titre des volumes d'eau consommés et des pollutions rejetées.

Au cours de cette période, l'Agence aura consacré 193 millions d'euros d'aide à la lutte contre les pollutions et 35 millions d'euros d'aide à la gestion de la ressource et des milieux aquatiques.

L'AGENCE DE L'EAU OBTIENT LA CERTIFICATION ISO 9001

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne vient d'obtenir la **certification ISO 9001** (version 2000) pour l'ensemble des activités à destination des collectivités locales (perception des redevances et attribution d'aides financières dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention).

AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

Avenue de Buffon - B.P. 6339 - 45063 Orléans cedex 2
Tél. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 74 74
www.eau-loire-bretagne.fr

LA CONTRIBUTION DES AGENCES DE L'EAU AU DÉBAT NATIONAL SUR LA POLITIQUE DE L'EAU

Pour répondre aux enjeux fixés par la Directive-Cadre sur l'Eau, le Gouvernement a décidé de lancer un grand débat national afin de déterminer, avec l'ensemble des acteurs de l'eau, quels aménagements doivent être apportés à la politique française de l'eau.

Ce débat a débuté par une consultation des représentants nationaux des principaux acteurs de l'eau (élus, associations, industriels de l'eau, syndicats...) et s'est poursuivie par des consultations locales organisées au niveau des grands bassins hydrographiques par les présidents de Comités de Bassin et les préfets coordonnateurs de bassin.

Ces consultations se sont déroulées entre avril et juin 2003 dans le cadre des commissions géographiques et des commissions du milieu aquatique naturel. Elles ont ensuite donné lieu à des séminaires de restitution qui se sont tenus, fin juin et début juillet 2003, en présence de Madame Roselyne Bachelot, Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable.

Afin de valoriser et de communiquer leurs contributions à ce débat national, les Agences de l'Eau publient un document reprenant les réflexions, attentes, propositions qui ont émergées dans le cadre de leurs bassins respectifs.

Ces contributions serviront à nourrir le projet de loi portant réforme de la politique de l'eau qui devrait être présenté au Parlement en 2004.

Le débat sur la politique de l'eau entre désormais dans sa dernière étape durant l'automne 2003, avec la consultation du grand public (voir rubrique "En Avant") et la tenue d'un colloque national de restitution qui se tiendra au CNIT-La Défense le mardi 16 décembre 2003.



PREMIÈRE VERSION DE "L'ÉTAT DES LIEUX" DES DISTRICTS HYDROGRAPHIQUES DU RHIN ET DE LA MEUSE

La Directive-Cadre sur l'Eau entend promouvoir une réelle politique européenne de l'eau, en posant le cadre d'une gestion et d'une protection des eaux par "district hydrographique".

Le bassin Rhin-Meuse est concerné par deux districts internationaux : le **district du Rhin d'une part, et celui de la Meuse d'autre part**. Pour chacun de ces districts hydrographiques, un **"état des lieux"** doit être réalisé en concertation avec les autres pays riverains.

Le 4 juillet 2003, la version I des "états des lieux" des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse a été présentée au Comité de Bassin Rhin-Meuse.

Ces documents comportent des éléments de diagnostic des parties françaises des deux districts hydrographiques.

Ces documents peuvent être consultés sur le site internet de l'Agence (www.eau-rhin-meuse.fr) ou bien être demandés au format papier au centre de documentation de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

L'AGENCE PUBLIE SON RAPPORT D'ACTIVITÉ 2002

2002 a été une année très active pour les différents domaines d'intervention de l'Agence de l'Eau : lutte contre la pollution diffuse, soutien à de nouvelles techniques agricoles plus respectueuses de l'environnement, chantiers pilotes pour la restauration des rivières sont autant d'activités diverses qui ont mobilisé toutes les énergies.

L'année 2002 aura notamment été marquée par un renforcement des contrôles opérés sur les redevances, avec

l'organisation de contrôles sur pièces en complément des contrôles sur place. Ces contrôles ont permis de mettre en recouvrement des **7,3 M€ de redevances pollution domestique non déclarées**.

Le compte-rendu d'activité 2002 de l'Agence est disponible en téléchargement sur son site Internet.

LA 6^{ÈME} ÉDITION DES TROPHÉES DE L'EAU A ÉTÉ COURONNÉE DE SUCCÈS



Les résultats de la 6^{ème} Edition des **trophées de l'eau** ont été proclamés le Jeudi 15 mai, à l'Arsenal de Metz, sous l'autorité de Monsieur Claude Gaillard, Président du Comité de Bassin. L'Édition 2003 a vu la mise en place d'un système de vote sur dossier mettant à contribution tous les membres du Comité de Bassin ainsi qu'une présentation audiovisuelle élargie des nominés.

- Dans la catégorie "**Grande entreprise**" la SAS Rossmann a reçu un trophée pour avoir mis en place le recyclage de ses effluents (encres et colles) dans son processus de fabrication ;
- Le garage Sainte-Barbe (situé à Vandoeuvre (54)) a reçu le trophée décerné dans la catégorie "**PME/PMI/Artisan/Etablissement public**" pour diverses actions de traitement et contrôle des rejets liés à son activité (la sensibilisation de ses employés et du public à cette opération) ;
- Enfin la Commune de Rhinau (67) a obtenu le trophée de l'eau dans la catégorie "**Gestion et restauration des milieux et des cours d'eau**" pour ses actions en faveur de la restauration d'un bras secondaire du Rhin.

Les trois prix "**initiatives**", véritables coup de coeur des trophées de l'eau 2003, ont permis de récompenser des jeunes et des bénévoles s'engageant à leur niveau en faveur de l'eau.

Il s'agit du Conseil Municipal d'enfants de la Mairie de Schiltigheim (67), des enfants du collège du Centre de Réadaptation de Flavigny (54) et de la Fédération des Familles Rurales des Ardennes de Charleville-Mézières (08).

Les lauréats des trophées de l'eau 2003 sont les suivants :

- Dans la catégorie "**Collectivité Urbaine**", le SI-VAC de l'agglomération de Charleville-Mézières (08) a été primé pour son programme de gestion des boues d'épuration ; la Commune de Labaroche (68) a reçu le prix de la catégorie "**Collectivité Rurale**" pour la mise en œuvre d'une technique d'assainissement autonome regroupant plusieurs habitations ;
- Le trophée de l'eau dans la catégorie "**Agriculture**" a été décerné à la SARL du Fourneau - Vrécourt (88) pour son action en matière de compostage de lisiers ;

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Rozérieulles - B.P. 30019

57161 MOULINS LES METZ

Tél. : 03 87 34 47 00 - Fax : 03 87 60 49 85

www.eau-rhin-meuse.fr

RHÔNE- MÉDITERRANÉE-CORSE



LE RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse a mis en place dès 1997 un **réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines** du bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Constitué au départ de 61 points de surveillance, ce réseau en comporte aujourd'hui 235.

Ce réseau a pour objectif d'assurer un suivi pérenne et sur le long terme des ressources en eau souterraine du bassin et d'identifier les éventuelles fluctuations.

L'Agence vient de publier un rapport présentant les résultats des mesures obtenues grâce à ce réseau de surveillance.

La première partie de ce document rappelle les objectifs de ce réseau, la méthodologie de sélection des points, ainsi que le mode de fonctionnement choisi (description des programmes d'échantillonnages et d'analyses).

La deuxième partie présente les premières données de qualité recueillies au cours du premier semestre 2001.

Ces premiers résultats ont été examinés à l'aide du Système d'Evaluation de la Qualité (SEQ) des Eaux Souterraines, au travers des altérations suivantes : micro-organismes, minéralisation et salinité, fer et manganèse, particules en suspension, matières azotées hors nitrates, micropolluants minéraux, micropolluants organiques (HAP, PCB et solvants chlorés).

L'origine naturelle et/ou anthropique des paramètres constitutifs de chaque altération est rappelée en introduction. Les résultats sont présentés sous forme de cartes et de commentaires relatifs aux paramètres déclassants.

Ces premiers résultats permettent de mettre en évidence les principaux problèmes qui se posent à l'échelle du bassin (bien que la densité des points de surveillance généralement ne cible pas les pollutions ponctuelles).

CINQUIÈME ÉDITION DU PRIX DE LA RECHERCHE POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Créé en 1994, le "**Prix de la recherche pour la protection des milieux aquatiques**" est remis tous les deux ans à l'auteur d'une thèse de doctorat correspondant à une approche pluridisciplinaire d'un problème lié à la lutte contre la pollution ou à la protection des milieux aquatiques.

Organisé en partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, ce prix d'un montant de 8000 €

récompensera une thèse soutenue entre le 1er septembre 2001 et le 31 juillet 2003.

La remise des prix aura lieu à l'occasion du Congrès ASTEE (nouveau nom de l'AGHTM) du 24 au 28 mai 2004 à Aix les Bains.

LUTTE CONTRE L'EUTROPHISATION : DES RÉSULTATS PROMETTEURS

Un grand nombre des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée-Corse sont confrontés au phénomène d'eutrophisation. Pour y remédier, l'Agence de l'Eau a mis en place **une importante politique de déphosphatation** et menée diverses opérations, principalement sur la partie nord du bassin classé en zone sensible au titre de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines.

Un premier bilan de l'impact de ces interventions sur les phénomènes d'eutrophisation a été réalisé et fait l'objet d'une publication intitulée "**Impact des actions de lutte contre l'eutrophisation sur quelques cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée-Corse**".

Ce document retrace également certaines observations relatives aux effets conjugués de la restauration du milieu physique des cours d'eau.

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE-MÉDITERRANÉE-CORSE
2, 4 allée de Lodz - 69363 LYON Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00 - Fax. 04 72 71 26 03
www.eaurmc.fr

SEINE-NORMANDIE

UNE PÊCHE SCIENTIFIQUE EN ESTUAIRE DE SEINE

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie a organisé une **pêche scientifique** dans la Seine le 19 juin dernier.

L'objectif de cette opération consistait à évaluer la diversité des espèces et l'état de santé des poissons pêchés. L'opération s'est déroulée, à Rouen, avec des pêcheurs professionnels de Seine qui ont tiré leurs filets en direct devant la presse. Des scientifiques - notam-

ment du laboratoire d'écotoxicologie du Havre - ont ensuite examinés les poissons pêchés, les ont mesuré et ont établi un bilan de leur santé.

Une opération "vérité" s'inscrivant dans une démarche de diagnostic général de l'état des populations de poissons de l'estuaire de la Seine, tant du point de vue de leur santé que de leur habitat.

667 ACTIONS POUR PRÉSERVER L'EAU DANS LE BASSIN SEINE-NORMANDIE

La Commission des aides de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, réunie le 2 juillet à Tourgeville (Calvados), a décidé d'accorder **220,6 Millions d'euros aux collectivités locales, industriels et agriculteurs** du bassin Seine-Normandie.

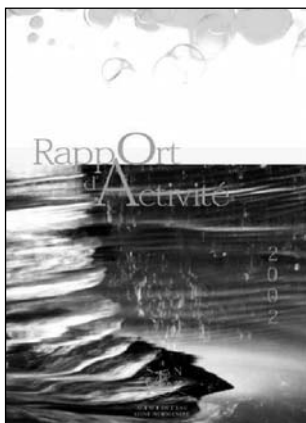
Ces aides se répartissent de la manière suivante :

- 114,35 millions d'euros sont attribués aux collectivités locales pour la réalisation de construction et de réhabilitation de stations d'épuration et de réseaux d'assainissement.
- 45,75 millions d'euros sont attribués aux agriculteurs au titre de primes et aides à la qualité de l'exploitation.

- 38,5 millions d'euros sont alloués aux collectivités locales pour la réalisation de travaux d'alimentation en eau potable, d'aménagement des rivières et protection des zones humides
- 2 millions d'euros sont accordés aux industriels pour la réalisation de travaux de dépollution ou de prévention de la pollution.
- 0,75 millions d'euros pour les actions d'épuration des effluents d'élevage et la pose de compteurs d'irrigation.
- 19,25 millions d'euros pour les banques de données, études et fonctionnement.

Au total, ce sont 667 actions qui seront ainsi financées par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2002 DE L'AGENCE DE L'EAU



L'action de l'Agence en 2002 s'est développée dans trois domaines principaux :

- les études et la recherche sur le milieu naturel,
- les aides à une gestion raisonnée des ressources en eau,
- les actions de sensibilisation.

Le milieu naturel, études et recherche :

L'année 2002 a été marquée par une abondance de documents et de travaux : suivi de la qualité des eaux souterraines, études sur la loutre, sur le littoral normand...

Parmi ces travaux, le pré-état des lieux du bassin, établi dans la perspective de la Directive-Cadre sur l'Eau, a permis de consolider un important volume de travail réalisé au cours des années passées. Sa présentation a fait l'objet de débats avec les acteurs locaux dans l'ensemble des sous-bassins de Seine-Normandie.

Les aides à une gestion raisonnée des ressources en eau :

Actions menées par l'Agence en direction :

- des entreprises industrielles (contrat cadre avec les entreprises de textile de Troyes, favoriser les capaci-

tés d'épuration industrielles, lutte contre les pollutions diffuses),

- du monde rural (par des actions locales pour maîtriser les pollutions diffuses et mettre en place une gestion raisonnée et équilibrée des ressources en eau),
- des collectivités car le VII^{ème} Programme coïncide avec les échéances de la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines pour de nombreuses agglomérations.

Les actions de sensibilisation :

- Actions de communication pour promouvoir la politique de l'eau mise en œuvre par l'Agence, valoriser l'impact de ses actions sur le milieu naturel et faire connaître ses compétences techniques auprès de ses différents publics,
- Actions internationales : l'Agence de l'Eau Seine-Normandie est présente sur la scène internationale par des aides humanitaires et des jumelages avec des bassins homologues. L'année 2002 a été marquée par de grands rendez-vous auxquels l'Agence a activement participé : le Sommet Mondial du Développement Durable (Johannesburg du 25 août au 3 septembre 2002) et la préparation du III^{ème} Forum Mondial de l'Eau (Kyoto 2003), "Première classe d'eau" (au Mali),
- Actions éducatives : appui aux enseignants pour l'organisation de classes d'eau.



MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA D'ASSAINISSEMENT POUR L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

En signant le contrat de bassin le 6 mars 2000 avec le Conseil Régional d'Ile-de-France et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, le SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) s'était engagé à relever un défi : **réaliser plus de 1,6 milliard d'euros de travaux en 6 ans**. Trois ans après sa signature, toutes les opérations prévues sont aujourd'hui lancées ou en passe de l'être.

L'année 2003 a marqué le début des travaux engagés par le SIAPP dans le cadre du **nouveau schéma d'assai-**

nissement de l'agglomération parisienne portant sur la période 1999-2006 pour la réhabilitation de la Marne, de la Seine et pour la réduction des apports polluants en Mer du Nord.

Pour l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, il s'agit du programme de travaux le plus important qu'elle ait jamais financé. Ce contrat et son avenant représentent un montant de travaux de **2,4 milliards d'euros** sur lequel elle apporte 40% de subventions et 20% d'avances.

SÉMINAIRE SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Les 24 et 25 juin derniers, l'Agence de l'Eau et la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris) ont organisé leur 4^{ème} **séminaire sur les eaux souterraines**.

Cette manifestation a été l'occasion de réfléchir aux mesures à mettre en œuvre pour reconquérir la qualité des eaux souterraines afin de retrouver, d'ici 2015, le bon état écologique des eaux préconisé par la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau.

Il ressort des débats la nécessité de privilégier les actions préventives complémentaires au traitement des eaux (bien souvent, seules des actions curatives sont préconisées : traitement de l'eau avant distribution).

L'aide de l'Agence de l'Eau pour la mise en place d'unités de traitement des nitrates, pesticides, ou de la turbidité est soumise désormais à certaines conditions : obligation de réaliser une étude du bassin d'alimentation du captage contaminé qui devra aboutir à la définition d'un plan d'actions préventives destinées à améliorer la qualité de l'eau prélevée.

AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

51, rue Salvador Allende

92027 NANTERRE

Tél. : 01 41 20 16 00 - Fax : 01 41 20 16 89

www.eau-seine-normandie.fr/

AUTOSURVEILLANCE

TESTEZ VOTRE STATION D'EPURATION

Spécialement conçue pour réaliser durant 1 an le suivi d'une station d'épuration de moins de 10 000 équivalent-habitants, la mallette d'autosurveillance de l'Office International de l'Eau permet de réaliser les tests hebdomadaires suivants : limpidité, recherche du voile de boue, recirculation, décantation, ammoniacale, nitrate, phosphate (*en option*). Un kit de recharge permet de renouveler les réactifs d'analyses chaque année.

Poids : 5 kg - Dimensions : 46 x 33 x 15 cm



Prix : 380 € HT*

Recharge annuelle : 70 € HT*

* hors option phosphate



AVEC LA MALLETTE D'AUTOSURVEILLANCE

Commande

Office International de l'Eau - Le CNFME
22 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 70 - Fax : 05 55 77 71 15 - cnfme@oieau.fr



ACTUALITÉS FRANÇAISES

RAPPORT SUR LE RETOUR D'EXPÉRIENCE DES CRUES DE SEPTEMBRE 2002 DANS LE SUD-EST

La mission de retour d'expérience sur les crues des 8 et 9 septembre 2002 dans les départements de l'Ardèche, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme, du Gard, de l'Hérault et du Vaucluse a été coordonnée par Philippe Huet, ingénieur général du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, membre de l'Inspection Générale de l'Environnement.

Elle a rencontré les administrations, les élus et les professionnels des six départements touchés. Elle a mis en place un groupe d'appui scientifique, animé par Patrick Legrand (INRA), Gérard Brugnot (CEMAGREF) et Geneviève BAUMONT (MEDD).

Le rapport a fait l'objet d'une procédure contradictoire avec les préfets, les chefs de services déconcentrés et des opérateurs publics (Compagnie Nationale du Rhône, Météo France pour les parties les concernant).

Ce retour d'expérience intervient dans un triple contexte :

- de la discussion au Parlement de la loi sur la prévention des risques,
- de la démarche gouvernementale de décentralisation,
- de la finalisation de l'appel à projet de la Ministre de l'Écologie et du Développement Durable sur la prévention des inondations.

Le retour d'expérience décrit les événements dans les six départements touchés, mais s'étend plus largement sur le département du Gard où sont concentrés plus de 80 % des dégâts.

La mission a constaté l'intérêt des dispositions en cours d'examen au Parlement. Cependant, le contexte particulier de la région Languedoc-Roussillon, notamment la violence des phénomènes météorologiques et le dynamisme démographique important, appelle une attention particulière.

La mission souligne la nécessité d'une part, d'un **contrôle très strict de l'urbanisme et des techniques constructives en zone inondable** et d'autre part, l'utilité de chercher à **réduire la vulnérabilité des constructions existantes**.

Elle met en relief la **nécessaire gestion du patrimoine hydraulique**.

Le rapport avec les annexes et la contribution du groupe d'appui scientifique et technique - seront disponibles sur CD-ROM, à partir de la fin du mois de septembre 2003, sur demande à l'**Inspection Générale de l'Environnement**.



RISQUE D'INONDATION : CRÉATION D'UN CENTRE EUROPÉEN À ORLÉANS

Le 3 juillet 2003, à l'issue du Comité de Bassin Loire-Bretagne, Roselyne Bachelot et le Président du Conseil Général du Loiret ont signé une convention prévoyant la **création d'un Centre Européen de Prévention du Risque d'Inondation** à Orléans, aux missions complémentaires de celles du centre en cours de création à Toulouse.

Ce centre sera chargé d'assister les collectivités territoriales dans leurs missions en matière de prévention du risque d'inondations.

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**
20 avenue de Ségur - 75302 Paris 07 SP
Tél. : 01.42.19.20.21 - Fax : 01 42 19 11 23
www.environnement.gouv.fr

LA CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT AU CES

Le **Conseil Economique et Social** a été sollicité par le Premier Ministre pour apporter sa contribution à la réflexion gouvernementale et formuler un avis sur le projet de Charte de l'Environnement.

La composition du Conseil Economique et Social le prédispose à répondre plus particulièrement à la question : comment mieux sensibiliser les différents acteurs économiques et sociaux sur les préoccupations liées à l'environnement, de manière à assurer une véritable modification de leurs comportements, et plus largement, comment les mobiliser sur l'environnement et le développement durable ?

La Section du cadre de vie a pu procéder à l'audition d'une dizaine de personnalités plus particulièrement concernées juristes : responsables associatifs, scientifiques, élus locaux, entrepreneurs... En outre, une table ronde a été organisée avec les experts des groupes représentés dans l'assemblée.

L'avis du CES, publié aux éditions des Journaux Officiels, s'efforce de replacer la démarche dans son contexte historique pour mieux en apprécier la portée politique et juridique. Il analyse ensuite les principes qu'il estime devoir être mieux partagés, élargis et complétés.

D'emblée, parmi les différentes propositions avancées, le Conseil Economique et Social préconise **l'élargissement au développement durable de la Charte de l'Environnement**.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
 9 place d'Iéna - 75775 PARIS Cédex 16
 Tél. : 01 44 43 60 00
www.conseil-economique-et-social.fr

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : UNE AIDE À LA LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE

La DGCID (Direction Générale à la Coopération Internationale et au Développement) du Ministère des Affaires Etrangères gère 20 % de l'Aide Publique française au Développement.

Un exemple remarquable de coopération initiée par la France est le **programme de lutte contre l'onchocercose** dont ont bénéficié plusieurs millions de personnes dans le monde.

L'onchocercose, maladie parasitaire, a sévi le long de nombreuses rivières ouest africaines pendant la majeure partie du vingtième siècle, rendant aveugle une partie importante des populations exposées.

Dès la fin des années soixante, les scientifiques de l'ORSTOM/IRD et les médecins de la Coopération française ont étudié la maladie et défini une stratégie de lutte à grande échelle. La communauté internationale s'est mobilisée autour de ces propositions et a confié à l'Organi-

sation Mondiale de la Santé en 1974 l'exécution technique du "**Onchocerciasis control Programme**" (OCP).

La France l'a accompagné par l'apport régulier de fonds (500 millions d'euros).

En 2002, le programme s'achève après avoir atteint ses objectifs : **34 millions de personnes ont été protégées**, 600 000 cas de cécité ont été évités, 25 millions d'hectares de terres arables ont été libérées de la maladie.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - DGCID
 244 boulevard Saint-Germain - 75303 PARIS 07 SP
cooperation.dgcid@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU : "QUEL FINANCEMENT POUR LA POLITIQUE DE L'EAU DE DEMAIN ?"

Le 6 octobre 2003 à Paris, le **Cercle Français de l'Eau** organise, un colloque intitulé "**Quel financement pour la politique de l'eau de demain ?**".

Au programme, trois thématiques :

- Qui finance aujourd'hui la politique de l'eau ?
- L'eau est -elle au juste prix ?

- Une politique financière à la hauteur des enjeux : le temps de l'action.

CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU - SENAT
 15, rue de Vaugirard - 75006 Paris
 Tél. : 01 42 34 30 05 - Fax : 01 42 34 40 41
cfe@club-internet.fr

MINISTÈRE DE LA SANTÉ : AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES EAUX DE BAINADE 2002

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade en mer et en eaux douces fréquentées par le public est réalisé par les services déconcentrés du Ministère de la Santé.

Des contrôles sont effectués chaque année au cours de la saison balnéaire sur des **paramètres microbiologiques et physico-chimiques**.

En 2002, 3326 zones de baignade ont fait l'objet de 33 000 prélèvements analysés par des laboratoires agréés.

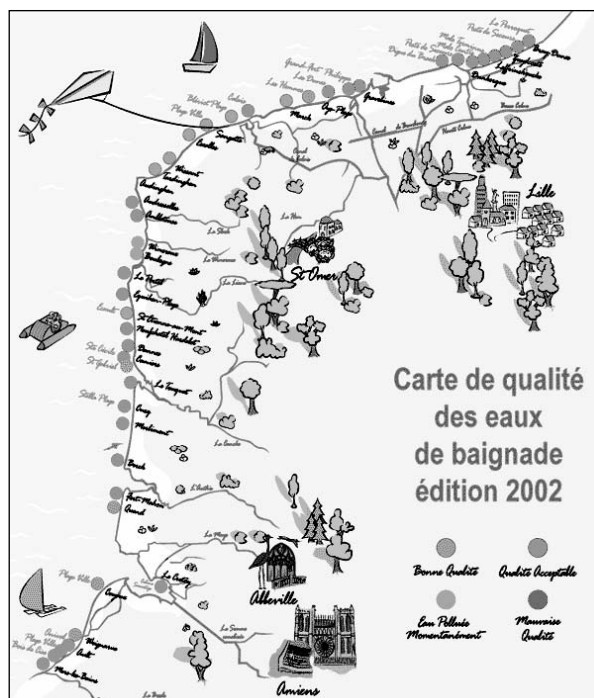
Depuis la mise en application de la Directive Européenne de 1976, le pourcentage des eaux de baignade conformes aux seuils bactériologiques fixés par la réglementation est passé de **moins de 70% à 89,7% pour la saison 2002**. Sept sites de baignade restent classés en catégorie D en 2002, tous localisés en eaux douces.

Les actions de prévention et de lutte contre les pollutions des eaux sont définies par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, en liaison avec les six Agences de l'Eau et en concertation avec les collectivités locales, les entreprises, les agriculteurs et les autres administrations de l'Etat.

Les Agences de l'Eau auront apporté au titre de leur VII^{ème} Programme 1997 à 2002, 11 milliards d'euros d'aides correspondant à 19,2 milliards d'euros de travaux.

Depuis 2002, le Ministère chargé de la Santé a renforcé la diffusion des informations sur la qualité des eaux de baignade. Le site Internet du Ministère, <http://baignades.sante.gouv.fr> permet au public d'accéder non seulement aux résultats des contrôles effectués en 2002, mais également aux résultats, en temps réel, du contrôle sanitaire effectué au cours de la saison 2003.

Par ailleurs, un groupe de travail réunissant l'Etat et les associations d'élus sera très prochainement mis en place pour améliorer le système d'information relatif à la qualité des eaux de baignade. Ses propositions contribueront aux travaux actuellement menés dans le cadre de la révision de la Directive Européenne.



Les informations concernant les pollutions par des hydrocarbures en provenance du Prestige ne figurent pas sur le site du Ministère du fait de leur caractère irrégulier. Les plages du littoral Atlantique souillées par les hydrocarbures du Prestige font l'objet d'une surveillance par les communes concernées et les DDASS.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

8, avenue de Ségur - 75350 Paris 07 SP
Tél. : 01 40 56 60 00
www.sante.gouv.fr/

L'AGHTM DEVIENT L'ASTEE

C'est le 15 mai que s'est déroulée l'Assemblée Générale de l'AGHTM qui a approuvé le changement de nom de l'Association : l'AGHTM deviendra l'ASTEE (**A**ssociation **S**cientifique et **T**echnique pour l'**E**au et l'**E**nvironnement).

Pour ceux d'entre vous qui n'ont pu participer au 82^{ème} **Congrès AGHTM-ASTEE, à Casablanca, du 2 au 5 Juin 2003**, l'association a mis en ligne sur son site Internet l'ensemble des conférences présentées : <http://www.aghtm.org/communication/congres/conferences/accueil.asp>

Le congrès de l'ASTEE 2004 aura lieu à Aix-les-Bains du 24 au 28 mai.

ASTEE - AGHTM

83, avenue Foch - 75116 Paris
Tél. : 01 53 70 13 56
aghtm@aghtm.org
www.aghtm.org/

RED-ON-LINE : UN NOUVEAU SITE INTERNET

Conçu et animé par des professionnels et des juristes spécialisés, **Envirodroit.net** est un service d'information sur le droit de l'environnement, de l'hygiène- sécurité et de la santé.

Il propose un service de veille juridique aux abonnés complété par une assistance, des diagnostics juridiques de sites personnalisés et des référentiels permettant de répondre aux exigences de la norme ISO 14001.

RED-ON-LINE

68, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
Tél. : 01 53 43 64 56 - Fax.: 01 40 60 95 26
envirodroit@red-on-line.net
www.envirodroit.net

CSTB : QUALITÉ ET HYGIÈNE DES RÉSEAUX INTÉRIEURS

À l'occasion de la sortie du guide de recommandations pour concevoir et réaliser un réseau d'eau intérieur conformément à la Directive Européenne Eau Potable, le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement) organisent le 13 novembre 2003, à Paris, un colloque sur le thème "Qualité et hygiène des réseaux d'eau intérieurs - Nouvelles pratiques professionnelles, nouvelles responsabilités".

Transposée dans la réglementation nationale par le décret du 20 décembre 2001, cette directive entraîne des évolutions considérables, au rang desquelles la prise en considération des installations intérieures vis-à-vis de la qualité de l'eau potable. Celle-ci est définie non plus au

point de livraison à l'immeuble mais aux robinets utilisés par la consommation humaine.

Ce déplacement du point de contrôle soulève des questions en matière de responsabilités des acteurs et d'évolution des pratiques professionnelles. La qualité de l'eau n'est plus de la seule responsabilité des distributeurs. Elle incombe aux propriétaires et aux syndicats.

CSTB

4, av. du Recteur Poincaré - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 50 28 28 Fax : 01 45 25 61 51
www.cstb.fr

CTME D'ALÈS : CENTRE TECHNIQUE DE LA MESURE DANS L'EAU

Premier Centre européen entièrement dédié à la mesure dans l'eau, le CTME a été créé à l'initiative de **FA-BRILABO**, représentant le **GPM** (Groupement des Professionnels de la Mesure), l'**IRA** (Institut de Régulation et d'Automatisme) et l'**EMA** (Ecole des Mines d'Alès).

Placé sous la présidence de **Patrick Hell**, d'Endress+Hauser, il s'est fixé pour missions :

- l'évaluation, la qualification, et la certification d'équipements et de méthodes de mesure ;
- la formation à la mise en oeuvre des équipements ;
- la diffusion des connaissances et la promotion de la mesure dans l'eau.

Le CTME associe des compétences couvrant tous types de mesure et dans tous les milieux aqueux. Il disposera bientôt d'un laboratoire de tests métrologiques et de bancs d'essais de matériels.

Il s'est vu confier une première étude par les fournisseurs d'équipements : **l'évaluation d'appareils de turbidité en continu pour les eaux usées et les eaux potables.**

ALES MYRIAPOLIS

Myriapôle - 1675, Chemin de Trespeaux - 30100 Alès
Tél. : 04 66 55 84 84 - Fax : 04 66 55 84 85

LE CNFME

LE CENTRE NATIONAL DE FORMATION AUX METIERS DE L'EAU

STAGES CATALOGUE
BLQ
ISO 9001

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau

- EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DES COMMUNES
- EAUX DE PROCESS ET DEPOLLUTION INDUSTRIELLE
- Le catalogue général des formations professionnelles continues
- Plus de 200 stages certifiés ISO 9001
- Des stages "à la carte" intra-entreprises
- Une équipe de 25 formateurs permanents
- 30 000 m² d'espaces pédagogiques
- des pilotes industriels pour une mise en situation de travail
- 15 000 journées stagiaires/an
- 4 000 stagiaires/an :
 - Ingénieurs et Managers
 - Chefs d'Equipe et Techniciens Supérieurs
 - Techniciens
 - Ouvriers et Employés

Office International de l'Eau
22 rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 70
Fax : 05 55 11 47 01
E-mail : cnfme@oieau.fr
Internet : www.oieau.org/cnfme



EPTB : DIRECTIVE-CADRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DES FLEUVES

En mars dernier, l'Association Française des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) a organisé des rencontres nationales sur "la Directive-Cadre Européenne sur l'eau et le développement durable des fleuves et des grandes rivières".

Ces rencontres ont connu un réel succès en réunissant 215 participants venus de toute la France, montrant ainsi l'importance des enjeux liés à la gestion des fleuves et des rivières.

Elles visaient à faciliter la compréhension de l'intérêt et des enjeux concrets introduits par la mise en oeuvre de la Directive-Cadre à l'échelle des fleuves et des rivières.

Les actes de cette manifestation sont publiés sur CD-Rom et sont en ligne sur le site internet de l'Association à l'adresse :

www.eptb.asso.fr/fichiers/actes_dce/INDEX.HTM

**ASSOCIATION FRANÇAISE
DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX**
3, avenue Claude Guillemin
BP 6125 - 45061 ORLEANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 64 38 38 - Fax : 02 38 64 35 35
info@eptb.asso.fr

POLLUTEC 2003

DU 2 AU 5 DÉCEMBRE À PARIS-VILLEPINTE

Pollutec Paris est complémentaire de l'édition lyonnaise. Elle s'en différencie néanmoins par une zone de chalandise naturelle qui draine des visiteurs très nombreux du Nord et du grand Ouest de la France et de l'Europe du Nord.

Cette année, Pollutec Paris renforce encore sa dimension internationale et accueillera de nombreuses délégations venues de pays porteurs de belles opportunités : l'Algérie, pays invité d'honneur, les PECO, l'Amérique latine, le Maghreb et l'Afrique, la Chine et la Corée.

Dans le domaine de l'eau, il faut signaler le cycle de conférence proposé par les exposants du Limousin le mardi 2 décembre :

- Filtres presses : techniques et innovations,
- Transport et pompage de matières pâteuse,
- Les risques d'altération de la qualité de l'eau dans les réseaux intérieurs,
- Rejet Zéro dans l'industrie : intérêts et contraintes,
- Gestion de l'eau dans l'industrie : les bénéfices de la formation continue.

POLLUTEC - REED EXPOSITIONS FRANCE
70 rue Rivay - 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
Fax: : 01 47 56 21 10 ou 21 20
www.pollutec.com

CHEE : 9^{ÈME} SESSION PRINCIPALE

Le Collège des Hautes Etudes de l'Environnement de l'Ecole Centrale a pour but d'apporter aux cadres dirigeants et aux responsables les références et éléments d'appréciation les plus pertinents sur les dimensions politiques, juridiques, économiques et sociologiques de l'environnement et du Développement Durable.

Avec un cursus d'au moins 160 heures de présence effective, l'auditeur intègre une approche nouvelle du management des organisations, nécessaire dans la perspective qu'ouvre le développement durable faces aux contraintes et opportunités de l'environnement.

Le 2 juillet 2004, le colloque de clôture sera consacré à "Faut-il une organisation mondiale de l'environnement ?"

CENTRALE FORMATION
Grande voie des Vignes
92295 Châtenay-Malabry Cedex
Tél. : 01 41 13 15 00 - Fax : 01 46 83 92 99
info@chee.ecp.fr - www.chee.ecp.fr

MAIRIE DE PARIS : UN FORUM SUR L'EAU

La Mairie de Paris organise, du 3 au 8 novembre prochain, un forum de l'eau sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Il mêlera spectacles, animations et ateliers pour enfants, forum, débats publics, conférences, analyses et dégustations d'eau.

Les débats porteront sur les thèmes de la solidarité et l'accès à l'eau, la ressource en eau, la qualité sanitaire, l'assainissement et la gestion alternative des eaux, les législations et réglementations, l'eau dans la ville.

MAIRIE DE PARIS
Tél. : 08 2000 75 75
www.paris.fr

RÉSEAU IDÉAL : PROCHAINES MANIFESTATIONS

- **Qualité des eaux et assainissement en Méditerranée**
21 et 22 octobre 2003 à Marseille
- **Les Journées de l'eau en Guadeloupe**
23 au 25 octobre à Pointe-à-Pitre
- **5^{ème} Carrefour des gestions locales de l'eau**
29 et 30 janvier 2004 à Rennes

Réseau IDEAL
80 bis, Av de Fontainebleau - 94276 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 45 15 09 09 - Fax : 01 45 15 09 00
ideal@reseau-ideal.asso.fr - www.reseau-ideal.asso.fr

BRGM :

LA DIRECTIVE-CADRE AU COEUR DES ACTIVITÉS EN 2002

En 2002, le BRGM a participé activement à la mise en place de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau dans les régions.

Avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD), le BRGM a concentré une partie significative de ses actions dans les étapes préalables à la mise en oeuvre des plans d'action de la Directive notamment la ligne de projets relatifs aux réseaux piézométriques et les actions de Police de l'Eau.

En 2002, le BRGM a poursuivi la réalisation du référentiel sur les eaux souterraines. Ce référentiel, BD-RHF, à connotation descriptive, a été amorcé dans le cadre du **Réseau National des Données sur l'Eau (RNDE)**, et du Système d'Information sur l'Eau (SIE). Il existe sous forme d'un CD-ROM disponible auprès de l'**Office International de l'Eau**. Cette première version de BD RHF sera complétée par des approches multicouches et multi-échelles. Dans ce but, le BRGM a préparé un guide méthodologique de découpage.

Le BRGM à accompagner le MEDD et ses services déconcentrés dans le processus de **découpage des masses d'eau**, un concept nouveau introduit par la Directive-Cadre Européenne pour une meilleure prise en compte des objectifs d'une gestion pertinente et respectueuse de la ressource. Le découpage a été conduit par les services de l'Etat et les Agences de l'Eau, sur la base d'une analyse du concept et d'une méthodologie conçue et développée par le BRGM.

Par ailleurs, le BRGM s'est engagé dans la maîtrise d'ouvrage de **cinq réseaux piézométriques** à caractère patrimonial : le réseau des bassins Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine-Normandie.

Cet engagement, de portée pluriannuelle, correspond à un remembrement du système national de connaissance de l'état de la ressource et s'appuie sur une collaboration efficace entre les DIREN et le BRGM, en charge des principaux réseaux dits patrimoniaux.

Enfin, la **banque nationale d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines (ADES)** a été alimentée et ouverte à une consultation sur le site du Réseau National des Données sur l'Eau (RNDE) :

<http://ades.rnde.tm.fr/>

BRGM

3, avenue Claude Guillemin – 45060 Orléans Cedex 2
Tél. : 02 38 64 37 37 - Fax : 02 38 64 35 78
www.brgm.fr



C@RTEL^{eau}

**Vous êtes Maire
ou Président de Syndicat
Intercommunal ...**

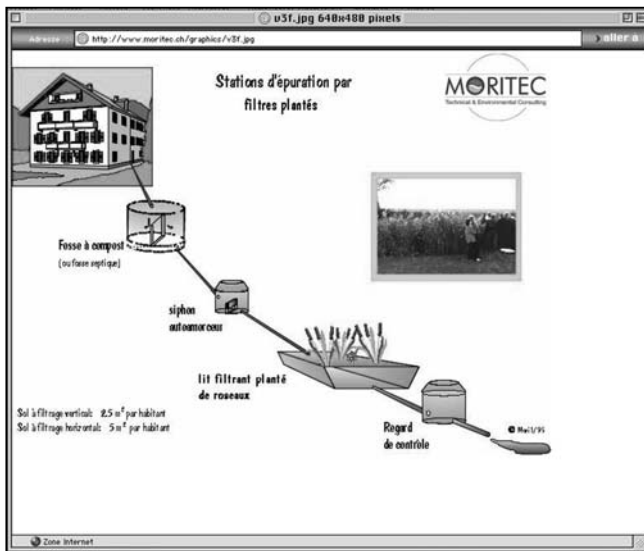
... Etes-vous sûr de prendre
les décisions qui s'imposent
pour la gestion de l'eau
dans votre commune ?

Les réponses sont sur
C@RTEL-eau
le portail internet
des élus locaux
pour une meilleure
gestion de l'eau

 un site animé par l'Office International de l'Eau

<http://www.carteteau.org>

MORITEC : DES STATIONS BIOLOGIQUES À FILTRES PLANTÉS



Créée en 1995, la société **MORITEC** s'est spécialisée dans des techniques d'assainissement des eaux par filtres plantés de roseaux.

Dans chaque station, l'épuration suit les étapes de traitement classiques (dégrillage, sédimentation, épuration biologique, finissage).

Les processus biologiques y sont favorisés par des procédés simples, peu coûteux en fonctionnement et en entretien.

L'efficacité épuratoire des structures de filtres permet de réduire l'emprise au sol comparativement à celle d'autres procédés naturels extensifs.

Le concept modulaire permet la combinaison à d'autres techniques (SBR, boues activées, lagunages, etc ...).

L'élimination des boues peut être résolue par leur valorisation sur site et leur utilisation en agriculture sous forme de terreau.

Les groupements d'habitats éloignés des réseaux de collecte peuvent être traités en petit collectif dès que le bilan économique d'un raccordement est défavorable.

MORITEC

Therwilerstr. 28 - CH BASEL

Tél. : 41 0 61 283 1343 - Fax : 41 0 61 283 1344

MORITEC@t-online.de

www.moritec.ch

MASTERFOODS : UN FORUM SUR L'EAU EN CALIFORNIE

Masterfoods (Mars, M&M, Uncle Bens, Wiskas ...) organise, les 15 et 16 mars 2004 en Californie, un Forum sur l'Eau.

Parmi les thèmes retenus :

- vision sur l'avenir de l'eau et son utilisation, gestion de l'eau dans l'industrie (recyclage, économie),
- nouvelles approches dans l'épuration,

- gestion de l'eau dans l'agriculture et l'élevage.

Masterfoods est à la recherche d'intervenants sur ces sujets.

MASTERFOODS EUROPE

Environmental Manager

Tél. : 31 6 5117 3802

www.masterfoods.com

VIATRIS : MAÎTRISER LA QUALITÉ DE L'EAU DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Le **laboratoire VIATRIS** soutient le groupe Eau et Santé de l'Université Victor Ségalen Bordeaux II pour l'édition de brochures sur les eaux à usage médical.

Un 4^{ème} titre vient de paraître : "Eaux des établissements de santé : qualité de l'eau aux points d'usage".

Il se propose, pour chaque type d'usage de l'eau (alimentaire, soins, lavage des mains, hémodialyse ...) de définir à la fois les risques, la qualité de l'eau recommandée, les moyens d'obtention et de maintien de sa qualité, le type de contrôle à effectuer et les actions correctives à mettre en place en cas d'anomalie.

www.oieau.org
Le monde de l'eau sur internet

VIATRIS

Avenue du Président J F Kennedy - 33700 Mérignac

Tél. : 05 56 55 35 35 - Fax : 05 56 34 29 24

www.viatrix.com

VEOLIA WATER EN REPUBLIQUE TCHEQUE : UN CONTRAT DE 90 MILLIONS D'EUROS

Veolia Water vient de signer son plus important contrat industriel tchèque avec la société Synthesia, appartenant au groupe Unipetrol, premier groupe chimique tchèque et une des plus importantes sociétés du pays.

Ce contrat porte sur l'exploitation de la station d'épuration de Synthesia (200 000 équivalents habitants) qui traite également les eaux usées de la ville de Pardubice (100 000 habitants en Bohème de l'Est) où elle exerce son activité.

D'une durée de 10 ans, il représente un chiffre d'affaires total cumulé de **90 millions d'euros**. Le démarrage de l'exploitation aura lieu le 1^{er} septembre 2003 et prévoit la reprise des 60 collaborateurs.

Par ailleurs, en **Hongrie**, Veolia Water vient de signer un contrat avec la société Hajdú-Bét, un important abattoir de volaille, implanté à Debrecen. Ce contrat d'une durée de 3 ans porte sur l'exploitation d'une station de pré-traitement des eaux usées. Il représente un chiffre d'affaires total cumulé de **1 million d'euros**.

VÉOLIA ENVIRONNEMENT

36 avenue Kléber - 75016 PARIS

Tél. : 01 71 75 00 00 - Fax : 01 71 75 10 45

www.vivendienvironnement.com

SUEZ-ENVIRONNEMENT CEDE NALCO POUR 4,350 MILLIARDS DE DOLLARS

SUEZ-Environnement vient de conclure la cession de sa filiale **Nalco**, spécialisée dans le traitement chimique de l'eau et des process industriels, à un consortium composé de The Blackstone Group, Apollo Management L.P., et Goldman Sachs Capital Partners. Cette transaction valorise Nalco à 4,350 milliards de dollars (valeur d'entreprise).

La cession de Nalco est une décision stratégique qui s'inscrit dans le cadre des objectifs du plan d'action 2003-2004 annoncé le 9 janvier dernier : améliorer la rentabilité et renforcer la structure financière du Groupe.

Le Groupe atteint ainsi, dès 2003, l'un des principaux objectifs de son plan : la réduction d'un tiers de sa dette nette qui était de 28 milliards d'euros au 30 juin 2002. En effet, l'ensemble des cessions déjà réalisées depuis le mois de février aura contribué pour 10 milliards d'euros au désendettement de SUEZ.

SUEZ-ENVIRONNEMENT

18 Square Edouard VII - 75316 PARIS Cedex 09

Tél. : 01 46 95 50 00 - Fax : 01 46 95 43 15

www.suez.com



Office
International
de l'Eau

LES CAHIERS TECHNIQUES

DES GUIDES TECHNIQUES PRATIQUES ET PEDAGOGIQUES A L'USAGE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



<p>1 LES POMPES CENTRIFUGES Entretien et maintenance (12 Euros)</p> <p>2 RECHERCHE ET DETECTION DES FUITES dans les réseaux d'adduction d'eau Techniques et méthodes (12 Euros)</p> <p>3 REACTIFS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE Utilisation et contrôle de leur mise en oeuvre (10 Euros)</p> <p>4 INSTRUMENTS DE MESURE dans le contrôle de la qualité des eaux Utilisation et entretien (13 Euros)</p> <p>5 LE COMPTAGE La distribution de l'eau potable (10 Euros)</p> <p>6 LA ROBINETTERIE Choix - Mise en oeuvre Entretien (12 Euros)</p>	<p>7 RESEAUX D'ASSAINISSEMENT Conception - Réception Entretien - Réhabilitation (13 Euros)</p> <p>8 NITRIFICATION DENITRIFICATION DEPHOSPHATATION Des eaux usées urbaines Contraintes d'exploitation (10 Euros)</p> <p>9 L'OZONATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>10 LA CHLORATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>11 LA TELEGESTION DES RESEAUX Principe, matériels et équipements, exploitation (12 Euros)</p> <p>12 POSE DES CANALISATIONS Pour l'adduction et la distribution de l'eau potable (16 Euros)</p>	<p>14 L'EAU D'ALIMENTATION DES GENERATEURS DE VAPEUR Traitements et conditionnement (12 Euros)</p> <p>15 LES POMPES Démarrage, arrêt, variation de vitesse (12 Euros)</p> <p>16 LE DIOXYDE DE CHLORE Production - Utilisation Contrôle (12 Euros)</p> <p>17 LA SURPRESSION Principe - Applications Dimensionnement (13 Euros)</p> <p>18 LE POMPAGE DES EAUX USEES Conception - Réception Entretien et maintenance (13 Euros)</p> <p>H5 QU'EST-CE QUE L'EPURATION ? (13 Euros)</p>
--	--	---



Commande
Office International de l'Eau - SNIDE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - eaudoc@oieau.fr

AGROPOLIS : LE PROJET ISIIMM EST LANCÉ

Dans le cadre du programme euro-méditerranéen MEDA " Gestion Locale de l'Eau ", le Président d'Agropolis a signé avec l'Union Européenne un contrat de mise en œuvre du projet ISIIMM (Institutional and Social Innovations in Irrigation Mediterranean Management) pour un montant total d'environ 5,9 millions d'euros.

Les objectifs visent à comprendre et diffuser les principes et mécanismes qui permettent d'établir des règles de gestion et de coordination durables et concertées entre les acteurs à partir d'études de cas et d'échanges d'expériences entre les partenaires du projet, tant pour l'articulation de l'irrigation avec les autres usages de l'eau au niveau du bassin-versant, qu'à l'intérieur des systèmes irrigués entre catégories d'acteurs. Les entrées privilégiées pour ce faire sont les dimensions historiques, territoriales, sociales et institutionnelles. La dimension technique est vue comme une résultante.

Principales actions prévues :

- l'organisation de l'information (collecte de données sur l'irrigation et la gestion de l'eau dans 12 bassins méditerranéens, études de cas, études comparatives...),

- la mise en réseau des partenaires du projet et des acteurs concernés par la thématique (Recherche, Développement, Formation, Ingénierie, Financeurs...)
- la coordination des acteurs et gestionnaires de l'eau à l'échelle des bassins test,
- l'organisation de séminaires locaux et d'ateliers de formation,

Le SEMIDE servira d'interface avec la Commission Européenne, pour les forums en ligne et la gestion des relations avec la dizaine d'autres projets euroméditerranéens sélectionnés.

Un site web consacré entièrement à ce projet sera bientôt disponible et pourra apporter toutes les informations complémentaires.

ISIIMM

S/c AGROPOLIS-VERSeau - Domaine de Lavalette
 859 rue Jean-François Breton
 34093 Montpellier Cedex 5
 Tél : 04 67 61 29 40 - Fax : 04 67 52 28 29
 isiimm@agropolis.org
 www.agropolis.fr/

GREEN CROSS : "L'EAU POUR LA VIE ET LA PAIX"

DU 24 AU 26 SEPTEMBRE 2003 À BOLOGNE (ITALIE)

Green Cross International organise une Conférence Internationale sur le thème "Water for life and peace".

Trois thèmes ont été retenus :

- la crise globale de l'eau,
- paix, sécurité et les bassins versants transfrontaliers,
- coopération décentralisée : partenariat entre les autorités locales et régionales dans les pays riches et

les pays en développement, le secteur privé et la société civile.

GREEN CROSS INTERNATIONAL

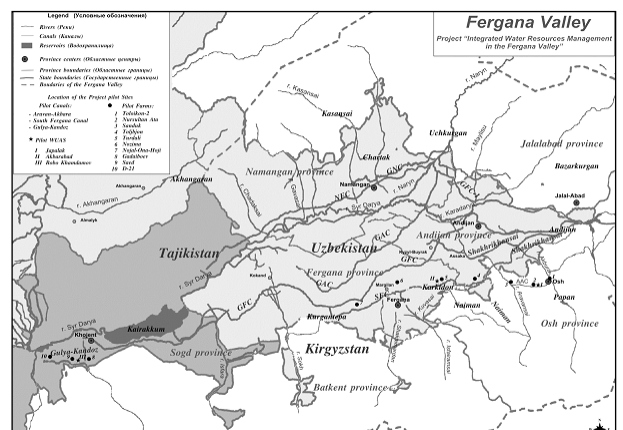
Water Conflict Prevention Programme
 160a route de Florissant - 1231 Genève - Suisse
 Tél. : 41 22 789 1662 - Fax : 41 22 789 1695
 waterforpeace@gci.ch
 www.greencrossinternational.net

IWMI : UNE EXPÉRIENCE PILOTE DE GESTION INTÉGRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU EN ASIE CENTRALE

La vallée de la Fergana est partagée entre l'Ouzbekistan, la république Kirgyze et le Tadjikistan. C'est une ancienne oasis cultivée depuis des millénaires. L'IWMI (International Water Management Institute) y a lancé en 2002 une expérience de gestion intégrée sur trois ans.

Ses objectifs sont :

- l'acceptation du concept de gestion intégrée,
- la mise en place d'un cadre institutionnel prenant en compte tous les décideurs,
- le développement d'association d'usagers gérant l'eau au niveau local,
- la formation et sensibilisation des personnes impliquées dans le processus,
- un prototype de cadre réglementaire,
- des outils de suivi de l'efficacité des mesures adoptées.



ACADÉMIE INTERNATIONALE DE L'EAU : "DE L'EAU POUR LES PAUVRES"

LES 4 ET 5 NOVEMBRE 2003 À STAVANGER (NORVÈGE)

L'Académie Internationale de l'Eau souhaite contribuer à la progression vers l'objectif de diviser par deux à l'horizon 2015 la population qui n'a pas accès à l'eau potable et à l'assainissement en organisant les 4 et 5 novembre prochains une conférence sur "l'eau pour les plus pauvres".

Trois idées maitresses guideront les débats :

- le défi de la gouvernance : comment renforcer l'importance de l'eau et de la pauvreté dans les stratégies de développement ?

- le défi du financement : comment améliorer les mécanismes financiers et la mobilisation des ressources ?
- le défi du pouvoir : comment développer des stratégies pour donner du pouvoir aux plus pauvres ?

ACADÉMIE DE L'EAU

PB 352 Sentrum - N-4002 STAVANGER - NORVÈGE
Tél. : 47 51 51 03 73 - Fax : 47 51 51 03 71

LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ AU SERVICE D'UNE VIEILLE IDÉE

Se laver les mains avec du savon après être allé aux toilettes ou après avoir changé des nourissons : une attitude quasi réflexe dans des pays riches, mais pas dans les pays en développement.

La Banque Mondiale, le Programme pour l'Eau et l'assainissement et l'UNICEF ont initié dès 2001 deux actions pilotes, en collaboration avec trois multinationales productrices de savon. Aujourd'hui, six pays sont impliqués : le Ghana, l'Inde, le Sénégal, le Pérou, la Chine et le Népal.

Le but du programme est de réduire les cas de diarrhée, qui, chaque année, tue plus de deux millions d'enfants dans le monde, principalement par contamination fécale-orale.

Le lavage systématique des mains avec du savon permettrait de diminuer de 47 % l'incidence des diarrhées et donc de sauver près de un million de vies.

Au niveau local, un plan d'action et une stratégie de communication sont mis au point avec un réseau de partenaires (secteurs public et privé, ONG ...) à destination des mères, des personnes qui s'occupent des enfants de moins de cinq ans et des écoliers.

PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP HANDWASHING INITIATIVE

Mail stop F 4K-407 - World Bank Group
1818 H St. NW - Washington DC 20433 - USA
Tél. : +1-202-473 1598 - Fax: +1-202-522-3313
www.globalhandwashing.org

PNUE: UNE BASE DE DONNÉES SUR LES PATHOGÈNES

Pathogens Project

The new Pathogens 1 Database is the first step in a forthcoming series of pathogen datasets, and provides the widest range of information on waterborne pathogens in one place. The purpose of the database is to provide a baseline dataset on more than 74 known factors that cause disease and death, that are transmitted in water. The baseline data can be compared with information obtained locally and used as a "yardstick" for other drinking water treatment facilities. This means that communities around the world can find out with greater certainty exactly how clean their water is. This knowledge can be used in turn to determine the most appropriate methods to treat water and to monitor human health impacts.

The Office of Groundwater and Drinking Water of the United States Environmental Protection Agency gave GEMS/Water their data and information on pathogenic organisms and organics in both water source and treated water. The 74 identified parameters include Giardia, fecal coliforms, E. coli, protozoa, viruses which are believed to account for about 20% of all water-borne diseases and organics. The data were collected from 500 treatment plants in 290 geographic regions in the United States including island states and territories.

Pathogens 1 Database:
Click on the Excel icon to download the Pathogens 1 Database (in Microsoft Excel file format)

File size: 2.68Mb
Right-click and choose "Save As" to download

All data and information included here are preliminary and subject to change.

Le Programme Eau / GEMS (Global Environment Monitoring System) du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) vient de mettre en ligne une base de données sur les pathogènes dans l'eau.

La base de données initiale, disponible en téléchargement sous forme de fichier Excel, est issue de l'EPA (Environmental Protection Agency); elle offre des données recueillies sur 500 stations de traitement dans 290 régions géographiques aux Etats-Unis, avec plus de 74 facteurs réputés responsables de maladies et de décès, et qui sont transmis par l'eau. Les données de référence peuvent être comparées avec des informations obtenues localement et utilisées comme "repère" pour d'autres installations de traitement d'eau. Les 74 paramètres identifiés prennent en compte Giardia, les coliformes fécaux, E. Coli, les protozoaires et les virus, qui sont responsables de 70% des maladies d'origine hydrique.

UN GEMS/WATER PROGRAMME OFFICE

c/o National Water Research Institute
867 Lakeshore Road - Burlington, Ontario - L7R 4A6 Canada
gems@ec.gc.ca - www.gemswater.org

MSI : LES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT 2002 - 2007

Marketing Research for Industry (MSI) publie régulièrement des études prospectives sur les investissements dans le secteur de la distribution d'eau et de l'assainissement.

Selon MSI, les investissements consacrés aux projets d'**assainissement** des eaux en France se sont élevés à **2 649,6 millions d'€ en 2002** et à **759,4 millions d'€** pour ceux consacrés à la **distribution de l'eau**. Les investissements relatifs à l'assainissement et à la distribution de l'eau atteindront 15,8 milliards d'€ sur la période 2003-2007. La mise en place du 8^{ème} Programme sur l'eau en 2003 ainsi que les échéances réglementaires concernant la mise en conformité des systèmes auront une influence positive sur le niveau d'investissement au cours de la période de prévisions.

Dans ces nouvelles éditions, MSI analyse l'évolution des investissements dans les secteurs de l'assainissement des

eaux et de la distribution de l'eau, par secteur et par bassin, en 2002 et en 2003, avec l'historique d'évolution de ces secteurs depuis 1998 et des prévisions jusqu'en 2007. Les études résument également les derniers développements réglementaires et présentent les opérateurs clés du marché.

Ces études sont issues d'un long et rigoureux processus de collecte d'informations et d'entretiens auprès des Agences de l'Eau, du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, des professionnels du secteur et des revues.

MARKETING RESEARCH FOR INDUSTRY Ltd
231 avenue Jean Jaurès - 69007 LYON
Tél. : 04 74 53 15 73 - Fax : 04 74 53 15 72

ÉDITIONS JOHANET : 33^{ÈME} ÉDITION DU GUIDE DE L'EAU

L'édition 2003-2004 du **Guide de l'Eau** vient de paraître.

Ces dernières années, le secteur de l'eau et de l'assainissement, le plus important dans le domaine de l'environnement, a subi de profondes mutations, qu'elles soient institutionnelles, techniques, économiques, en même temps que se produisaient presque partout des tensions quant à la disponibilité et à la vulnérabilité de la ressource. Confronté à ces évolutions et à ces mutations, la 33^{ème} édition du **Guide de l'Eau** a évolué et s'est adaptée pour rester un outil d'une qualité irréprochable. Il se compose de quatre chapitres :

- Le cadre institutionnel,
- Les acteurs,
- Les données,
- L'offre de biens et de services.

Le **Guide de l'Eau** est un outil de travail pour tous ceux qui souhaitent identifier facilement et rapidement les multiples intervenants et acteurs de ce secteur, et cerner les problèmes institutionnels techniques et économiques posés par la gestion moderne des ressources en eau. Cette 33^{ème} édition, entièrement remise à jour, permet aux ingénieurs, industriels, collectivités locales et territoriales, de disposer d'une documentation sans équivalent dans le domaine de l'eau.

Une nouvelle **version CD-Rom**, enrichie et complétée, permettant un accès illimité au site internet du **Guide de l'Eau**, est fournie avec l'ouvrage sans supplément de prix.

EDITIONS JOHANET
30 rue René Boulanger - 75010 PARIS
Tél : 01 44 84 78 78 - Fax : 01 42 40 26 46
www.editions-johanet.com

CFCE : ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE CONTEXTE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'union Européenne initie et soutient des projets "d'énergie durable" dans les pays membres et candidats à l'adhésion, ainsi que dans ses programmes d'assistance aux pays tiers. Les financements communautaires peuvent porter sur l'assistance technique, les études, les travaux, la fourniture d'équipements ou encore sur l'aide à la définition et à la mise en oeuvre d'une politique énergétique.

C'est pourquoi le **Centre Français du Commerce Extérieur** a jugé utile de réaliser une étude qui présente de manière claire et synthétique aux opérateurs français les principales **opportunités de financements et de marchés** dont ils peuvent bénéficier dans ce nouveau contexte communautaire.

www.oieau.org
Le monde de l'eau sur internet

CENTRE FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR
10 avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16
Tél. : 01 40 73 30 00
www.cfce.fr

FONDATION DE L'EAU DU CAMEROUN : UN LEXIQUE FRANÇAIS-ANGLAIS DES TERMES DE L'EAU

En collaboration avec la **Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC)**, la **Fondation de l'Eau de Douala** vient de publier un **lexique français-anglais** des termes et expressions de l'eau.

La terminologie est axée sur plusieurs secteurs spécialisés tels que le traitement de l'eau et ses corollaires, l'électromécanique, l'hydraulique, la chimie, la gestion...

Une rubrique spéciale est consacrée aux appels d'offres et à leur jargon spécifique aux soumissions d'offres, aux marchés et aux conventions.

FONDATION DE L'EAU
bp 4511 Douala - CAMEROUN
Tél. : 237 343 22 73 Fax : 237 343 22 78
fond-eau-cam@yahoo.fr

LU DANS LA PRESSE

"L'EAU, L'INDUSTRIE, LES NUISANCES" : SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS

Au cours des prochains mois, "**L'Eau, l'Industrie, les Nuisances**" publiera des articles techniques et scientifiques sur des thèmes privilégiés :

- en octobre : les pompes,
- en novembre : gestion des eaux pluviales,
- en décembre : les boues et leur traitement.

Vous pouvez soumettre des articles à la rédaction.

L'EAU, L'INDUSTRIE, LES NUISANCES
30 rue René Boulanger - 75010 PARIS
Tél. : 01 42 40 26 46 - Fax : 01 44 84 78 78
vjohanet@editions-johanet.com
www.revue-ein.com

"HYDROPLUS" : DÉTECTION DES CYANOBACTÉRIES

"**Hydrosciences**", le cahier scientifique et technique d'"**Hydroplus**", présente dans son numéro 134 un article sur la **détection moléculaire de cyanobactéries toxiques dans les retenues d'eau douce : application au genre Planktothrix**.

Les cyanobactéries, ou algues bleues, sont des micro-organismes photosynthétiques qui peuvent former des efflorescences colorées à la surface des retenues d'eau douce et sont capables de produire de toxines de types hépatotoxique et neurotoxique. Leur présence pose alors de réels problèmes économiques et de santé publique.

Le genre **Planktothrix**, cyanobactérie planctonique filamenteuse, est répertorié parmi les six genres producteurs de microcystines (hépatotoxine). C'est pourquoi il est nécessaire de déterminer la présence de microcystines dans l'eau lors d'efflorescences à **Planktothrix**.

Une équipe du **Museum National d'Histoire Naturelle** et de l'**Université de Humboldt de Berlin** a développé une technique d'amplification de l'ADN génomique par PCR à cette fin.

HYDROPLUS
38 rue des Croix-des-Petits-Champs - 75001 PARIS
Tél. : 01 53 45 89 00 - Fax : 01 53 45 96 55
hydroplus@victoires-editions.fr

"AQUALOGIE" : UN NUMÉRO SPÉCIAL "COLLECTIF ET INDUSTRIE"

L'**UAE** (Union des Entreprises de l'Affinage de l'Eau) rassemble des entreprises qui mettent en œuvre un grand nombre d'applications, et de procédés multiples tels que filtration, adoucissement, techniques membranaires etc ...

Au sein de l'UAE, une section "**Collectif et Industrie**" vient de voir le jour afin de représenter toutes les entreprises qui utilisent ces techniques.

Pour marquer cette création, le numéro 44 d'**AQUALOGIE**, la revue de l'UAE, est consacré aux **traitements**

en milieu collectif et industriel. Il aborde notamment la prévention de la légionellose, le traitement des tours de refroidissement, la déminéralisation, le diagnostic du traitement d'eau en élevage et la norme "biocides".

UNION DES ENTREPRISES D'AFFINAGE DE L'EAU
22 rue de la Pépinière - 75008 PARIS
Tél. : 01 42 93 42 42 - Fax : 01 45 22 33 55

RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN



IWRM.NET

POUR FAIRE LE TOUR DE LA RECHERCHE SUR L'EAU EN EUROPE

Le projet IWRM.Net va consister à faire un recensement exhaustif des programmes de recherche sur l'eau financés et organisés par les Etats membres et par les Pays candidats, afin d'obtenir une image aussi fidèle que possible des efforts consentis en dehors des crédits européens pour améliorer la connaissance sur l'eau.

A partir de ce recensement et de l'analyse des programmes en cours, un atelier de réflexion rassemblera une cinquantaine de gestionnaires de ces programmes, afin d'examiner les conditions d'échanges, voire de mutualisation, qui pourraient être développées entre eux ; ces passerelles, à définir, pourraient bénéficier du soutien du 6° Programme-Cadre de Recherche Européen (schéma ERA-Net), dispositif mis en œuvre pour soutenir la création d'un Espace Européen de la Recherche.

Le projet est piloté par le Réseau International des Organismes de Bassin, et son Comité d'Experts, et sa mise en œuvre opérationnelle est assurée par l'OIEau.

Les enquêtes locales seront sous-traitées par les partenaires habituels de l'OIEau dans les différents pays.

Ce projet, d'une durée de 9 mois, est financé par la Commission Européenne – DG Recherche.

COMITE DES EXPERTS DU RIOB

Lors de sa dernière réunion à La Martinique, le Bureau de Liaison a décidé la création d'un **Comité International d'Experts**, sur lequel notre Réseau pourrait s'appuyer pour obtenir des avis utiles pour la conduite de la GIRE, la réalisation d'études, d'enquêtes ou de synthèses, et participer à IWRM.Net ainsi que de cycles de formation ou d'information.

HYDRO QUEBEC, la Commission Mixte Internationale (USA/CN) et le Ministère de l'Environnement du Québec ont proposé d'organiser la première réunion plénière de ce Comité en fin février 2004, sans doute à Montréal.

D'ores et déjà, des Comités d'experts avaient été prévus dans les statuts des Réseaux Régionaux d'Europe Centrale, d'Afrique et de Méditerranée, dans les mêmes termes que ceux proposés par le Bureau de Liaison pour le RIOB lui-même.

Dans un premier temps, il faut procéder à la désignation des premiers "experts" dont la liste pourrait être examinée lors de la prochaine réunion du Bureau de Liaison du 12 au 14 Décembre à TIPAZA (Algérie).

SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT DU RIOB

21, rue de Madrid – 75008 PARIS (France)

Fax : + 33 1 40 08 01 45

riob2@wanadoo.fr - www.riob.org



LES CAHIERS TECHNIQUES

DES GUIDES TECHNIQUES PRATIQUES ET PEDAGOGIQUES A L'USAGE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



Office International de l'Eau

<p>1 LES POMPES CENTRIFUGES Entretien et maintenance (12 Euros)</p> <p>2 RECHERCHE ET DETECTION DES FUITES dans les réseaux d'adduction d'eau Techniques et méthodes (12 Euros)</p> <p>3 REACTIFS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE Utilisation et contrôle de leur mise en oeuvre (10 Euros)</p> <p>4 INSTRUMENTS DE MESURE dans le contrôle de la qualité des eaux Utilisation et entretien (13 Euros)</p> <p>5 LE COMPTAGE La distribution de l'eau potable (10 Euros)</p> <p>6 LA ROBINETTERIE Choix - Mise en oeuvre Entretien (12 Euros)</p>	<p>7 RESEAUX D'ASSAINISSEMENT Conception - Réception Entretien - Réhabilitation (13 Euros)</p> <p>8 NITRIFICATION DENITRIFICATION DEPHOSPHATATION Des eaux usées urbaines Contraintes d'exploitation (10 Euros)</p> <p>9 L'OZONATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>10 LA CHLORATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>11 LA TELEGESTION DES RESEAUX Principe, matériels et équipements, exploitation (12 Euros)</p> <p>12 POSE DES CANALISATIONS Pour l'adduction et la distribution de l'eau potable (16 Euros)</p>	<p>14 L'EAU D'ALIMENTATION DES GENERATEURS DE VAPEUR Traitements et conditionnement (12 Euros)</p> <p>15 LES POMPES Démarrage, arrêt, variation de vitesse (12 Euros)</p> <p>16 LE DIOXYDE DE CHLORE Production - Utilisation Contrôle (12 Euros)</p> <p>17 LA SURPRESSION Principe - Applications Dimensionnement (13 Euros)</p> <p>18 LE POMPAGE DES EAUX USEES Conception - Réception Entretien et maintenance (13 Euros)</p> <p>HS QU'EST-CE QUE L'EPURATION ? (13 Euros)</p>
--	--	---

Commande
Office International de l'Eau - SNIDE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - eaudoc@oieau.fr

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

ENGREF - OIEAU : UNE NOUVELLE MOISSON DE SYNTHÈSES

Le centre **ENGREF** de Montpellier assure la spécialisation "eau" des Ingénieurs du Génie Rural, des Eaux et des Forêts soit en formations doctorales (DEA - Doctorat) soit en maîtrise.

Depuis 6 ans, l'Office International de l'Eau propose des sujets de synthèses aux élèves-ingénieurs et couronne les trois meilleurs travaux d'un prix d'une valeur de 450 euros.

Les synthèses 2003 :

Traitements-Potabilisation

- Impact des nitrates sur la santé humaine
- Le dessalement des eaux de mer et saumâtres
- Les désinfectants pour le traitement de l'eau
- L'approvisionnement autonome des ménages

Traitements-Assainissement

- Les défaillances des réseaux d'assainissement
- Les systèmes d'alerte pour stations de traitement

Sociologie / Politique / Economie

- Les politiques de l'eau des Conseils Régionaux
- Les contrats de rivière
- Structure tarifaire de l'eau en Europe

Sociologie / Politique / Economie-International

- Les problèmes de la mer Caspienne
- Les pénuries d'eau en Afrique du sud et en Australie
- Les transferts d'eau du Yangtze vers la Chine du nord

Agriculture

- Agriculture et protection des ressources en eau
- Les systèmes d'information géographique des canaux d'irrigation
- La valorisation des boues résiduaires

Gestion de la ressource et des écosystèmes

- L'eau, le tourisme et l'aménagement du territoire
- Gestion et valorisation des nappes surexploitées
- Le cas du transfert de l'Ebre en Espagne
- Eau et urbanisme : les grandes menaces en Europe

L'OIEau assure la distribution de ces synthèses, et de toutes celles des années précédentes sous forme de recueils disponibles au service Documentation (eaudoc.oieau.fr).

Chaque recueil est vendu au prix de 30,50 euros et comprend les versions anglaise ou espagnole du texte.

ECOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET FORÊTS

648 rue Jean-François Breton - 4090 MONTPELLIER

Tél. : 04 67 04 71 00

www.engref.fr/montp.htm

LE SÉMINAIRE DES ANIMATEURS DE SAGE

L'Office International de l'Eau, dans le cadre de l'animation du site Internet SAGE (www.sitesage.org), organise le séminaire de travail et de rencontre des animateurs de SAGE, les 9 et 10 octobre en Creuse, au Château de la Cazine.

Cette rencontre nationale se doit d'être un moment à la fois d'échanges et de réflexion entre les animateurs de SAGE ayant des projets à des stades d'avancement différents, de partage d'expériences, dans le but de faire émerger des propositions sur les possibilités d'améliorer l'outil SAGE.

Les exposés porteront sur l'information et la consultation du public, l'approche économique, la rédaction juridique ; ainsi que les conséquences de la Directive-Cadre Européenne, de la Loi de transposition de la Directive Cadre sur l'Eau et de l'évolution des programmes des Agences de l'Eau sur les SAGE

Des ateliers d'échanges d'idées permettront d'identifier les points forts et faibles de la mise en œuvre du SAGE : rôle de l'animateur, communication, participation, information, contenu d'un SAGE, choix de la structure porteuse ...

Les échanges continueront avec des ateliers sur les thèmes : le SAGE et la protection et gestion des milieux aquatiques, le SAGE et la gestion qualitative de la ressource et l'AEP, le SAGE et la prévention contre les crues, la mise en œuvre des SAGE et les financements ...

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du débat sur la politique de l'eau initié par le Gouvernement.

Les exposés, les échanges et les conclusions seront disponibles sur le site SAGE en fin d'année.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Service National d'Information
et de Documentation sur l'Eau
Stéphanie LARONDE

15 rue Edouard Chamberland
87065 LIMOGES CEDEX

Tél. : 05 55 11 47 90 - Fax : 05 55 11 47

www.sitesage.org

Nos Stages pour Novembre et Décembre 2003 (rappel)

DATE	REF.	TITRE
17-21/12/03	03C040a	Gestion administrative et technique d'un marché de travaux : eau-assainissement
17-21/12/03	03D007a	Utilisation des systèmes d'informatique industrielle
17-21/12/03	03E024a	Hydrologie urbaine : modélisation des réseaux - Niveau 2
17-21/12/03	03F006b	Nitrification, dénitrification et déphosphatation
18-20/12/03	03S001a	Plan de gestion et entretien d'une rivière
19-21/12/03	03A012b	Analyses des risques : outils de la qualité
24-28/11/03	03E002a	Dimensionnement des réseaux d'assainissement - Niveau 2
24-28/11/03	03E013b FNDAE	La réhabilitation des réseaux d'assainissement
24-27/11/03	03E028d	Réussir le contrôle technique de l'assainissement non collectif
24-28/11/03	03F002f	Exploiter une station d'épuration à boues activées 2° Degré - Module 1
24-28/11/03	03F007d FNDAE	Conception et dimensionnement - Module 1 : station d'épuration à boues activées
24-28/11/03	03L006b	Exploiter et entretenir les capteurs de qualité des eaux
24-28/11/03	03N010c	Exploitation d'une station d'épuration biologique - 1° Degré
25-28/11/03	03K023a	La gestion administrative et financière des abonnés : Evolution des textes
1-5/12/03	03C018a	Etude hydraulique d'un réseau : Pompage et distribution - Niveau 3
1-5/12/03	03G003b	Le forage d'eau
2-3/12/03	03C021j	Reconduction de la qualification à la maintenance des disconnecteurs
2-4/12/03	03F035e	Logiciel Microsat
1-5/12/03	03K001a	La gestion technique d'un service d'eau potable
2-5/12/03	03K010a	La gestion des abonnés "du relevé au recouvrement des factures
8-12/12/03	03B018b	Correction de la minéralisation: eaux agressives, eaux entartrantes
8-12/12/03	03C003b	Exploiter les réseaux d'eau potable - Niveau 2
8-12/12/03	03C013b	La pose des canalisations d'eau potable
8-12/12/03	03C016c	Les bases de l'hydraulique appliquées au réseau d'eau potable Niveau 1
8-12/12/03	03F032a	Le génie civil des stations de traitement et des réservoirs
8-12/12/03	03F018d	Exploiter une station d'épuration à boues activées 2° Degré - Module 2

DATE	REF.	TITRE
8-12/12/03	03I008a	Optimiser le fonctionnement d'un service maintenance
8-11/12/03	03K027a	Les indicateurs de performance : un nouvel outil pour le contrôle des résultats des services d'eau
8-11/12/03	03L007b	Exploiter et entretenir un système d'autosurveillance de station d'épuration
8-12/12/03	03N007d	Détoxication des effluents
8-12/12/03	03S002b	Diagnostic et aménagement des cours d'eau
9-11/12/03	03N029a	Garantir la validité et la fiabilité des analyses d'eaux usées industrielles



**Le détail de ces formations
ainsi que le calendrier des stages 2004
est disponible sur le Web : <http://www.oieau.org/stages>**

Bulletin de Réservation (à faxer au 05 55 11 47 01)

STAGE CONCERNE

Référence : 0 3 [] [] [] [] []

Intitulé du stage :

Dates :

PARTICIPANT

Nom et Prénom :

Fonction :

Service :

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :

SOCIETE

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :



N° SIRET : []

Code APE : [] [] [] [] [] []

Les "Convention-Convocation-Facturation" sont à adresser :

à l'adresse ci-contre

à l'organisme suivant :

N° SIRET : []

Code APE : [] [] [] [] [] []

A M. ou Mme :

Fait à : Signature

Le : et cachet

**Office International de l'Eau - Le CNFME - 22 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 00 - Fax : 05 55 11 47 01 - E-mail : stages@oieau.fr**

**Le Centre National de Formation
aux Métiers de l'Eau**
**Office International
de l'Eau**

AGENDA DES ÉVÉNEMENTS

Notre sélection ...

DATE	LIEU	THEMES	CONTACT
24-26/09/03	Bologne Italie	L'eau pour la vie et la paix	GREEN CROSS INTERNATIONAL Tél. : 41 22 789 1662 - Fax : 41 22 789 1695 www.greencrossinternational.net
23-25/09/03	Hochiminh City Vietnam	Water and Wastewater Asia	PennWell Corporation Tél. : 44 0 1992 656 600 Fax : 44 0 1992 656 700
30-09 - 02/10/03	Marseille France	Assemblée Générale du Conseil Mondial de l'Eau	MCO Congrès Tél. : 04 95 09 38 00 - Fax : 04 95 09 38 01 anne@mco.com
8 - 9/10/03	Lyon France	Quels modèles physiques pour le 21 ^{ème} Siècle ?	Société Hydrotechnique de France Tél. : 01 42 50 91 03 - Fax : 01 42 50 59 83 shf@shf.asso.fr - www.shf.asso.fr
06/10/03	Paris France	Quel financement pour la politique de l'eau de demain ?	Cercle Français de l'Eau Tél. : 01 42 34 30 05 - Fax : 01 42 34 40 41 cfce@club-internet.fr
9-10/10/03	Sousse Tunisie	Gouvernance de l'eau et développement durable	SONEDE - DEE Tél. : 216 71 889 012 Fax : 216 71 873 104
22-24/10/03	Marseille France	HYDROTOP 2003	PACKAGE ORGANISATION - Hydrotop Tél. : 04 72 77 45 88 - Fax : 04 72 77 45 56 n.gentil@package.fr www.hydrotop.com
22-24/10/03	Mexico Mexique	Conférence Nationale des Conseils de Bassin	Comisión Nacional del Agua STP-RIOB Fax : + 33 1 40 08 01 45 riob2@wanadoo.fr
29-31/10/03	Ouagadougou Burkina Faso	Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique	Global Water Partnership STP-RIOB Fax : + 33 1 40 08 01 45 riob2@wanadoo.fr
03-08/11/03	Paris France	Forum sur l'Eau	MAIRIE DE PARIS Tél. : 08 2000 75 75 www.paris.fr
10 - 12/11/03	Valencia Espagne	Assemblée Générale du REMOB Conférence sur l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau par les organismes de bassin européens	REMOB STP-RIOB Fax : + 33 1 40 08 01 45 riob2@wanadoo.fr
1-5/12/03	Dakar Sénégal	L'assainissement et l'hygiène	WSSCC Tél. : 41 (0) 22 917 8657 wsscc@who.int www.wssww.org
02-05/12/03	Paris France	POLLUTEC 2003	REED EXPOSITIONS FRANCE Fax : 01 47 56 21 10 www.pollutec.com
08-13/12/03	Addis Ababa Ethiopie	Conférence Pan Africaine sur le partenariat pour l'eau	UNEP/CDEAO STP-RIOB Fax : + 33 1 40 08 01 45 riob2@wanadoo.fr
29-30-01/04	Rennes France	5 ^{ème} carrefour des gestions locales de l'eau	RÉSEAU IDÉAL Tél. : 01 45 15 09 09 - Fax : 01 45 15 09 00 www.reseau-ideal.asso.fr

L'agenda complet des événements est consultable sur le Web
<http://eaudoc.oieau.org>



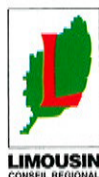
**Le Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable**
(Direction de l'eau)



Les 6 Agences de l'Eau



**Le Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche et des Affaires Rurales**
(Fonds National de Développement des Adductions d'Eau)



La Région Limousin



**Le Ministère de la Santé,
de la Famille
et des Personnes Handicapées**
(Direction Générale de la Santé)



**Le Réseau International
des Organismes de Bassin**
(Aquadoc-Inter - RIOB)

NOS PARTENAIRES

Nouveaux services aux abonnés

"EAUDOC" prend un nouvel essor pour mieux répondre aux besoins de nos utilisateurs dans le monde.

Trois forfaits sont disponibles :

EAUDOC Classic

- Accès web illimité aux notices dans les bases techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D de l'OIEau,
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement
- Revue des sommaires électronique

**113,62 € TTC
95,00 € HT**

L'accès hors forfait reste cependant possible à tous par le biais de la **recherche à la carte** et la **commande individuelle** via le panier personnel.

Pour les **grands comptes**, notre offre est étudiée en étroite collaboration afin de définir au mieux les besoins spécifiques et de trouver les solutions les mieux adaptées.

EAUDOC Executive

- Accès web illimité aux notices dans les bases techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D de l'OIEau,
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement
- Revue des sommaires électronique

- + **Information Eaux en ligne** avec :
Tous les mois, les *dernières nouvelles* des Agences de l'Eau, l'eau dans le monde, *les grands projets internationaux*, une sélection des *derniers articles scientifiques* de nos bases

- + **La revue de presse quotidienne en ligne**

**239,20 € TTC
200,00 € HT**

EAUDOC Premier

- Accès web illimité aux notices dans les bases techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D de l'OIEau,
- Sommaires d'ouvrages téléchargeables gratuitement
- Revue des sommaires électronique

- + **Information Eaux en ligne** avec :
Tous les mois, les *dernières nouvelles* des Agences de l'Eau, l'eau dans le monde, *les grands projets internationaux*, une sélection des *derniers articles scientifiques* de nos bases

- + **La revue de presse quotidienne en ligne**

- + **Information Eaux** en version papier sur votre bureau.

- + **La sélection en ligne des dernières références documentaires**

- + **Votre veille automatique personnalisée**

**430,56 € TTC
360,00 € HT**

Abonnez-vous !

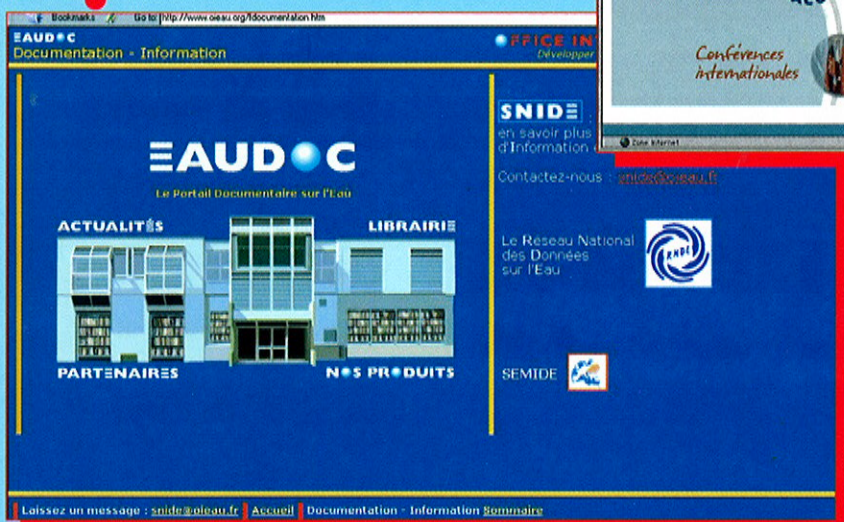
<http://eaudoc.oieau.fr>



Office
International
de l'Eau

www.oieau.org

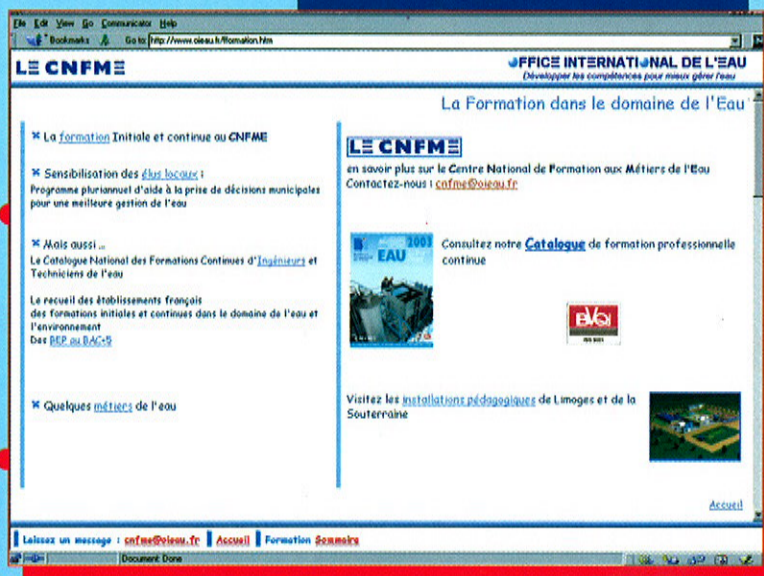
Le Monde de l'Eau sur Internet



Les 200 000 références bibliographiques de EAUDOC à rechercher et commander en ligne.

<http://www.oieau.org>

Les 322 Stages 2003
du Centre National
de Formation
aux Métiers de l'Eau



<http://www.oieau.org>



Office International de l'Eau
Service National d'Information et de Documentation sur l'Eau
15, rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : + 33 (0) 5 55 11 47 47 - Fax : + 33 (0) 5 55 11 47 48
E-mail : snide@oieau.fr - Internet : <http://www.oieau.org>